

Aux urgences de Lons-le-Saunier, «l'équipe est anéantie»

Aux urgences de Lons-le-Saunier, 70 % du personnel est en arrêt maladie, épuisé. Pour assurer la continuité des soins, les autorités réquisitionnent le personnel médical avec l'appui

« Il faut le voir pour le croire... », écrit un jeune médecin interne, jeudi 30 mai, en revenant d'une garde aux urgences de Lons-Le-Saunier. Les patients s'entassent dans les couloirs : des enfants avec leur plaie au doigt, des papys venus de la maison de retraite et qui ont du mal à respirer, des cinquantenaires avec une douleur thoracique, donc possiblement un infarctus... Et tout ce petit monde cohabite des heures et des heures, et se demande quand ils verront le médecin. Le personnel est à bout de souffle. Vraiment. Ils ont les yeux rouges et sont à deux doigts de craquer de nouveau. Ils tiennent à peine debout. Certains membres du personnel ont été amenés par la police. »

[La page Facebook du Collectif de défense des urgences](#) donne la mesure de la « panique » qui y règne en ce week-end de l'Ascension.

70 % des personnels paramédicaux – infirmières et infirmiers, aides-soignantes et aides-soignants – sont en arrêt maladie, ainsi que huit médecins sur quinze. « Et d'autres m'ont prévenu qu'ils allaient aussi s'arrêter », assure Éric Loupiac, médecin aux urgences et délégué de l'Association des médecins urgentistes de France (Amuf).

https://www.mediapart.fr/journal/france/020619/aux-urgences-de-lons-le-saunier-l-equipe-est-aneantie?utm_source=article_offert&utm_medium=email&utm_campaign=TRANSAC&utm_content=&utm_term=&xtor=EPR-1013-%5Barticle-offert%5D&M_BT=1563075544566

La situation est si tendue que seuls les syndicalistes osent parler en leur nom. Elle est si grave que les deux services mobiles d'urgence et de réanimation (Smur), dont les équipes sont fusionnées avec celles des urgences, fonctionnent de manière intermittente : « Il n'y avait pas de Smur mardi, mercredi et vendredi », assure un infirmier. En cas d'accident de la route, de détresse vitale sur la voie publique ou à domicile, de transfert urgent d'un hôpital à un autre, seuls les pompiers et l'hélicoptère situé à Besançon peuvent se porter au secours des malades.

Dans un communiqué publié samedi 1^{er} juin, l'agence régionale de santé (ARS) reconnaît « l'existence d'un risque grave pour la santé publique » et assure procéder, avec la direction de l'hôpital et la préfecture, « à la réquisition d'un nombre suffisant de personnels ». Pour mettre les soignants au travail, ils font donc appel aux forces de l'ordre.

De jeudi à lundi, chaque jour et chaque nuit, entre trois et cinq infirmières et aides-soignants sont réquisitionnés. Les gendarmes ou les policiers se déplacent à leur domicile pour leur donner en main propre l'avis de réquisition.

Adresse de l'image : https://static.mediapart.fr/etmagine/default/files/2019/06/02/arre-te-de-re-quision.png?width=234&height=371&width_format=pixel&height_format=pixel



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU JURA

Le Préfet du Jura

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**Arrêté portant réquisition de personnel médical
du Centre Hospitalier Jura Sud**

Vu le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L6112-1, L6112-2, R4127-47

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2215-1 ;

CONSIDERANT que l'établissement en charge d'une mission de service public doit garantir à tout patient la permanence de l'accueil et de sa prise en charge ;

CONSIDERANT les échanges du mercredi 29 mai 2019 entre la direction du Centre Hospitalier Jura Sud et l'ARS de Bourgogne-Franche-Comté laissant craindre que les absences confirmées des personnels non médicaux auraient des répercussions importantes sur la prise en charge des patients accueillis dans les services d'urgences sur le site de LONS-LE-SAUNIER (SAU et SMUR) ;

CONSIDERANT que la direction du Centre Hospitalier Jura Sud assigne d'ores et déjà ses personnels depuis fin 2018 ;

CONSIDERANT l'impossibilité pour l'administration de faire face à ce risque en utilisant d'autres moyens ;

CONSIDERANT l'existence d'un risque grave pour la santé publique et l'existence d'une situation d'urgence par le manque de personnel en capacité d'accueillir et de prendre en charge des patients nécessitant une prise en charge en urgence.

Sur proposition du directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche Comté,

ARRETE

Une infirmière, seule à son domicile avec ses enfants, a été réveillée à 00 h 45 mercredi matin pour venir travailler à 7 h 15. « *Mes enfants ont été réveillés, j'ai eu du mal à les rendormir, et moi je n'ai pas pu trouver le sommeil. J'étais en larmes, paniquée, en colère. La journée de travail a été terrible : le matin, il y avait une vingtaine de patients en attente d'un lit, pas de médecins, des internes désespérés. J'ai fini la journée en pleurs. Je travaille depuis onze ans aux urgences, je n'ai jamais été dans cet état. Je suis nerveusement épuisée. Je suis à mon*

tour allée voir mon médecin pour me faire arrêter. Et en rentrant chez moi, j'ai trouvé les gendarmes, avec une nouvelle réquisition pour le lendemain matin. »

À nos questions sur ces méthodes, l'agence régionale de santé assure « *tout faire pour garantir la continuité des services dans le week-end et permettre la reprise du dialogue lundi* ». Pourtant, le mercredi, la même ARS n'hésitait pas à mettre en cause un « *absentéisme soudain dans un contexte de mouvement social* », et « *la déontologie médicale et le sens des responsabilités des professionnels concernés* ».

« Depuis des mois, je récupère des médecins en larmes, qui ne supportent plus ce qu'ils font, s'énervent. Éric Loupiac. Nos conditions de travail sont devenues dantesques. Depuis des mois, nous alertons toutes les semaines la direction, l'ARS, le ministère de la santé, et même le président de la République, sur la dégradation de nos conditions de travail. On ne nous répond même pas ! Il n'y a aucun dialogue ! »

Un médecin en grève explique : « *La corde est cassée, ils sont allés jusqu'à la rupture. L'équipe est anéantie, en épuisement professionnel. La plupart des médecins ne se voient pas revenir travailler.* » Sa voix est tendue, ses mots comptés. La question de la sécurité des patients est même difficile à aborder : « *La situation est préjudiciable pour tout le monde, on ne sait plus quoi faire* », élude-t-il. Un infirmier confie son « *sentiment de culpabilité. Mais on sait aussi qu'on ne peut plus continuer comme ça* ».

Cette crise aiguë est le paroxysme d'un long mouvement social, qui a débuté au mois de décembre, pour protester contre la suppression d'une des deux lignes de Smur sur décision de l'ARS, pour des raisons d'économies. Malgré les arguments des urgentistes : ces deux véhicules font 1 800 sorties par an, la deuxième ligne en fait 700 par an, et l'an dernier elle a pris en charge 40 détresses. Le mouvement s'est encore durci depuis. Le 20 mai, les paramédicaux de Lons-le-Saunier ont suivi l'appel à la grève des urgences parisiennes, cette fois pour leurs conditions de travail.

L'hôpital de Lons-le-Saunier est le socle du groupe hospitalier du Jura sud, en déficit depuis des années : – 11,4 millions d'euros en 2017.

Isabelle Ducrot, secrétaire adjointe du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), raconte la succession des réformes managériales, avec pour seule finalité la recherche d'économies : « *Il y a eu d'abord le passage des paramédicaux en journées de travail de 12 heures, en réalité 12 h 15 en prenant en compte les temps de transmission des informations d'une équipe à l'autre, au-delà de la durée légale journalière de travail. Puis la suppression des équipes de remplacement : aujourd'hui, en cas d'arrêt maladie, les soignants s'autoremplacent. Certains travaillent jusqu'à 60 heures par semaine, au lieu de 35, ce qui n'est pas légal non plus. Dans le même temps, l'hôpital a fermé des lits, augmentant la durée d'attente aux urgences, donc le nombre de patients dont il faut s'occuper.* »

Et ceci alors que l'activité n'a cessé d'augmenter : « *En 2012, nous avons 70 passages en 24 heures, nous en avons plus de 100 aujourd'hui, jusqu'à 150 parfois, avec le même personnel* », explique une infirmière.

Lors de notre passage à Lons, un après-midi du mois d'avril, des brancards étaient en effet alignés par dizaines le long du couloir de circulation des urgences ou dans un recoin, tous chargés de malades, des personnes âgées souvent, hagardes, certaines démentes. « *Chaque*

nuit, entre une et vingt personnes dorment aux urgences, dans les couloirs, avec une seule salle de bains pour tout le monde. On a honte ! », dit une infirmière.

Voilà l'ordinaire. L'impensable a été atteint mardi soir. « *Deux médecins étaient arrêtés, ainsi que deux infirmières, enceintes, raconte l'infirmière. Une troisième n'en pouvait plus et s'est elle aussi arrêtée. C'est là que les réquisitions ont commencé. Mais tout cela était prévisible : nous avons quatre infirmières enceintes, et rien n'a été prévu pour les remplacer. Pour la direction, c'est à nous de les remplacer, en travaillant des heures supplémentaires qui ne nous sont pas payées ! », poursuit une autre infirmière.*

Depuis le début de l'année, l'équipe d'une quarantaine de paramédicaux des urgences a accumulé 3 500 heures supplémentaires non payées, censées être récupérées lorsque la situation du service sera plus favorable. « *Mais cela fait bien longtemps que le sous-effectif est tel qu'il n'est plus possible de récupérer ces heures », explique un infirmier. Cet été, les paramédicaux n'ont pas droit à plus de deux semaines de vacances. Et ils doivent encore travailler 1 000 heures supplémentaires entre juin et septembre. Le médecin Éric Loupiac manque de mots : « Mais quelle est la déontologie de ces managers ? »*

Caroline Coq-Chodorge. Médiapart. Source (Extrait)

https://www.mediapart.fr/journal/france/020619/aux-urgences-de-lons-le-saunier-l-equipe-est-aneantie?utm_source=article_offert&utm_medium=email&utm_campaign=TRANSAC&utm_content=&utm_term=&xtor=EPR-1013-%5Barticle-offert%5D&M_BT=1563075544566